



Financement de la campagne électorale: 85 Partis politiques et regroupements d'indépendants ont reçu leur chèque du Ministre d'Etat Simon Compaoré. Page 3.



Campagne électorale à Gaoua

L'UNIR/PS fait du porte à porte. Page3.

*L'information des campus et des centres de recherche pour le monde,
L'information du monde pour les campus et les centres de recherche*



Sciences-Campus Info

Science - Politique - Education - Société - Economie

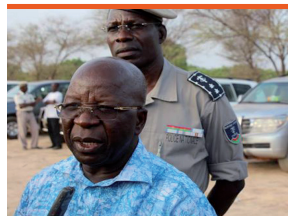
Quotidien N° 025 du dimanche 15 mai 2016 / Tél: +226 76 60 97 21/+226 25 37 36 39 BURKINA FASO

Version numérique

Annonce

Vous offres d'emploi du jour à partir de la page 03.

Situation Nationale



Le Ministre d'Etat Simon Compaoré

Mort de l'Assistant de Police Rasmané Doussoungou, fauché par un usager: Le Ministre d'Etat Simon Compaoré « Ça fait mal, mais nous allons continuer.(...) »

Présent à l'inhumation de l'assistant de police stagiaire, Rasmané Doussoungou, fauché par un usager qui n'avait pas respecté un feu tricolore, le ministre d'Etat, ministre de l'Administration territoriale, de la Décentralisation et de la Sécurité intérieure, Simon Compaoré, s'est confié à la presse.

« Je suis très très choqué. Parce que vous voyez que, lorsqu'on est obligé de passer par des méthodes assez quelques fois musclées, la police, la gendarmerie et l'ensemble des forces de sécurité ont raison. Les feux tricolores et les panneaux de stop sont faits pour être respectés. C'est pour sécuriser tout le monde. Vous avez vu que pendant qu'on était dans le cortège funéraire, le jeune qui est venu coincer tout le monde avec une moto, en faisant des acrobaties, pendant qu'on était en train de transporter un corps.

Il pouvait cogner quelqu'un dans le cortège et provoquer encore mort d'homme. Je crois que tous ceux qui parlent de sensibilisation, on va continuer à le faire, mais lorsqu'il faut prendre son courage à deux mains pour sauver des vies, malgré des gens, on est obligé de le faire. En tout cas, c'est un exemple qui amène tout un chacun à ce que lorsqu'il faut prendre des mesures, que personne ne se plaint. Voilà une vie arrachée, nous avons vu le corps, il est très jeune. Il laisse une famille inconsolable, pour quelqu'un qui n'a pas voulu obtempérer. Disons même que c'est criminel, puisqu'on l'a arrêté et il a foncé sur le policier en question.

Dans les jours à venir, nous allons nous réunir, et demander à toute la police et la gendarmerie de ne pas baisser les bras, mais de redoubler d'efforts, et de faire ce qu'on doit faire. Au péril de notre vie, nous allons servir la nation, nous allons faire chaque jour que Dieu fait, sauver des vies en accomplissant notre mission. Nous n'allons pas baisser les bras. Ça fait mal, mais nous allons continuer.(...)

Non seulement, un usager a causé mort d'homme, même si ce n'était pas un policier qu'il a tué, nous allons le rechercher et le mettre à la disposition de la justice. Il y a déjà des recherches qui sont en cours, on a pu déjà relever le numéro de son engin, mais malheureusement, c'est un faux numéro.

Puisqu'on a été au service des transports et le numéro qui a été relevé est celui d'un tricycle, alors que ce n'est pas un tricycle. Donc c'est du faux. Mais les recherches continuent par d'autres moyens, et nous souhaitons que Dieu puisse nous accompagner dans ce travail pour que cette personne soit retrouvée et mise à la disposition de la justice pour que le droit puisse être dit ».

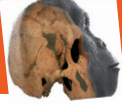
La Direction de la Communication et de la Presse Ministérielle du MATDSI

Vos offres d'emploi au quotidien sur



www.jobs-campus.com

Autorisation officielle n°1238/2016/CAO/TGI.OUA/P.F.



Elections municipales



Situation dans la commune rurale de Zogoré La CENI appelle à poursuivre la concertation

La Commission électorale nationale indépendante (CENI) a invité autour d'une table de concertation, les mandataires des partis politiques prenant part aux élections municipales dans la commune rurale de Zogoré, dans le but de se pencher sur le sort de la décision rendue par le Conseil d'Etat autorisant la Commission électorale communale indépendante (CECI) de Zogoré à recevoir les dossiers de candidatures du Mouvement du Peuple pour le Progrès (MPP) pour les élections municipales du 22 mai prochain. Des quatre (04) partis politiques concernés à savoir, le CDP, le MPP, le NTD et l'UPC, seul le mandataire du MPP a répondu présent à l'invitation de la CENI, le samedi 07 mai 2016.

La campagne électorale s'est ouverte le samedi 07 mai 2016 sur toute l'étendue du territoire national avec des incertitudes et des interrogations sur l'organisation des élections dans la commune rurale de Zogoré et pour cause, une décision rendue par le Conseil d'Etat a du mal à être appliquée.

La CENI dans le cadre de l'accomplissement de ses missions se veut respectueuse de la loi et des décisions de justice ; c'est pourquoi, dans l'affaire opposant le MPP à un de ses démembrements notamment la CECI de Zogoré, elle a encouragé et salué le choix opéré par les deux parties de régler par voie judiciaire leur contentieux.

En rappel, le MPP n'a pas pu déposer ses dossiers de candidatures dans le délai imparti dans la commune de Zogoré parce qu'ayant été empêché de le faire par des voies de fait émanant d'individus se réclamant militants dudit parti. Suite au refus de la CECI de Zogoré de réceptionner les dossiers de candidatures après l'expiration du délai de dépôt, le parti a saisi successivement le tribunal administratif de Ouahigouya, celui de Ouagadougou et le Conseil d'Etat pour voir ordonné la réception de ses dossiers. Par arrêt n°33 du 23 avril 2016, le Conseil d'Etat a accédé à leur requête et a autorisé la réception des dossiers de candidatures.

La CENI après avoir pris connaissance de la décision du Conseil d'Etat a :

- premièrement, invité la CECI de Zogoré à procéder à la réception des dossiers de candidatures du MPP. Cette invite n'a malheureusement pas été suivie d'effet en raison de la fronde d'une partie de la population

de Zogoré ayant conduit à des actes de violence et des menaces graves contre les membres de la CECI;

- deuxièmement, saisi la CEPI du Yatenga pour suppléer la défaillance de la CECI de Zogoré en organisant une rencontre avec les mandataires des partis politiques concernés afin de les entendre et réceptionner les dossiers pour validation et publication. Là aussi, la CENI a constaté une léthargie des acteurs concernés, à se retrouver autour d'une table, pour s'accorder sur la nécessité d'appliquer l'arrêt rendu par le Conseil d'Etat.
- troisièmement, pris l'initiative, face aux difficultés d'application de la décision de justice par la CECI de Zogoré et la CEPI du Yatenga, de convier les mandataires à son siège à Ouagadougou, pour examiner les dossiers du MPP et décider quant à leur validation ou non. A cette rencontre, un seul mandataire a répondu présent, Il s'agit du mandataire du MPP. En l'absence des mandataires des autres listes qui forment avec celui du MPP et la CECI la commission ad hoc, la validation n'a pu avoir lieu.

L'attitude de la CENI dont l'action est encadrée par le cadre légal des élections a pour seule justification, sa volonté en tant qu'organe de gestion des élections de permettre à l'électeur où qu'il soit, à Zogoré ou ailleurs, d'exercer son droit de vote.

Il importe de souligner que l'arrêt du Conseil d'Etat qui est la juridiction supérieure en matière d'élections locales oblige la CENI et ses démembrements à recevoir, examiner, valider éventuellement et publier la liste de candidats du MPP de Zogoré en vue de leur participation au scrutin.

Toute autre attitude serait illégale et exposerait le scrutin à une annulation ultérieure de la part de la même juridiction. Ce même parti à la suite de décisions du même Conseil d'Etat, a été écarté de la compétition électorale dans les Communes de Dapelgo, de Bouroum-Bouroum et de Niégo. La CENI a appliqué ces décisions défavorables comme elle entend appliquer la décision ordonnant la réception de son dossier à Zogoré.

Dans sa tradition de concertation, la CENI continuera d'échanger avec les parties prenantes pour trouver les voies et moyens légaux pour mettre en œuvre cette décision du Conseil d'Etat qui s'impose à tous et organiser le scrutin tant que le temps matériel le lui permet. .

Pour le Président et par Délégation
Le Secrétaire Général
Dramane Ernest DIARRA
Commandeur de l'Ordre national



L'UNIR/PS fait du porte à porte

Gaoua : L'Union pour la Renaissance/Parti Sankariste (UNIR/PS)

Après l'ouverture de la campagne pour les élections municipales du 22 mai à Gaoua, le samedi 7 mai dernier, les partis politiques en lice déploient comme ils peuvent, leurs stratégies pour conquérir l'électorat. Nous avons dans ce cadre suivi l'UNIR/PS en campagne dans sa stratégie qui est le porte en porte dans un cabaret de la place au secteur n°2 de Gaoua avec un certain nombre d'électeurs.

Quelques jours après l'ouverture de la campagne électorale pour les élections municipales prévues se tenir le 22 mai 2016, les candidats de l'UNIR/PS, tout comme d'autres partis politiques en lice abordent de façons différentes les électeurs. L'UNIR/PS a adopté la stratégie de porte en por-



Image d'archives

Remise de chèques aux partis, formations politiques et regroupements d'indépendants

Au titre de la subvention accordée par l'Etat aux partis politiques et aux regroupements d'indépendants, le ministre d'Etat, Simon Compaoré a procédé ce vendredi 13 mai 2016 à la remise de chèques à 85 partis politiques et regroupements d'indépendants.

Trois cent soixante-cinq millions cent quatorze mille vingt-huit (365 114 028 FCFA) FCFA, c'est le montant qu'ont reçu au total ces formations et regroupements d'indépendants.

Quant au soutien accordé aux délégués des partis politiques dans les bureaux de vote, c'est une somme totale de cent quinze million cinq cent quatorze mille (115 514 000) FCFA qui a été remise aux partis en tenant compte de l'étendue de leur couverture géographique.

La rédaction



Téléchargez le quotidien numérique Sciences-Campus Info du lundi au dimanche.
7 numéros dans la semaine.

te pour rencontrer son électorat a dit Emile OUSSE.

« Chez nous la campagne se déroule très bien a-t-il ajouté. Si toute fois au soir du 22 mai l'UNIR/PS a la majorité des conseillers, nous allons choisir un maire vraiment exemplaire, du jamais vu et qui va travailler dans la ville de Gaoua pour son développement.

La ville de Gaoua est très sale. Pour ce faire nous allons responsabiliser les riverains à la gestion des dépôts d'ordures dans les bacs à ordures construits à cet effet. Nous allons assurer un mécanisme de suivis pour que ces ordures ne soient plus sources de maladies diverses et d'odeurs nauséabondes » a-t-il poursuivi. Il fait déjà un bilan à mi-parcours qui est satisfaisant selon lui et est de 80%. Aussi pour terminer OUSSE Emile a invité les électeurs de voter l'UNIR/PS qui viendra changer les conditions de vie des Gaoualais.

Kissogo Karim Ouattara

Avis de recrutement



Poste: Un Conseiller à la Communication

Type d'emploi: CDD

Pays: Mali

Adresse: ANPE-MALI

Date limite de dépôt des dossiers: 13/05/2016

Description :

Profil recherché :

- (1) Etre de nationalité malienne ;
- (2) Etre titulaire d'un diplôme en communication, journalisme, marketing ou équivalent (Bac + 4 au minimum) ;
- (3) Le candidat doit être capable de :
Elaborer et mettre à jour un cahier de politique général de l'Organisme ;
Editer des rapports destinés au public ;
Etablir le budget annuel de Communication de l'Organisme ;
Animer et mettre à jour le site Web de l'Organisme.
- (4) Avoir pratiqué ces mêmes missions dans une Agence de Communication ;
- (5) Avoir l'expérience du travail en équipe ;
- (6) Justifier de la jouissance effective de ses droits civiques ;
- (7) Justifier son aptitude physique à tenir le poste ;
- (8) Avoir une bonne maîtrise du français (écrit et parlé) ; l'anglais étant un atout supplémentaire ;
- (9) Connaissance de l'outil informatique indispensable (Excel, Word, Internet etc) et une bonne maîtrise des NTIC.

Un CV et une lettre de motivation à adresser au Directeur de Koni Expertise 1208 Route de Koulikoro, Korofina Sud Bamako au plus tard le 13 mai 2016 à 16 heures.

Tél : 20 24 50 18/ 20 24 92 87 (s'adresser à Madame Chantal).
Les dossiers peuvent être déposés à Koni Expertise ou envoyés par e-mail à nchantal@konimali.com en nommant les deux fichiers comme suit :

Fichier CV : Prénom Nom_LM

SOURCE : ESSOR N°18168 DU MARDI 03 MAI 2016.



Avis de recrutement



Poste: Technicien(ne) redevabilite projet pilote Sénégal

Type d'emploi: CDD

Pays: Afrique, Sénégal

Adresse: Coordination sud

Date limite de dépôt des dossiers: 28/05/2016

Description :

CONTEXTE

Educo a fait un effort important au cours des dernières années pour intégrer l'approche basée sur les droits des enfants (ADE) dans toutes ses actions par le biais de l'élaboration de politiques internes et de méthodes de travail qui intègrent les quatre principes fondamentaux de la Convention Internationale des Droits de l'Enfant : la non-discrimination, l'intérêt supérieur, la survie et le développement et la participation.

Actuellement la Coordination Régionale des Droits de l'Enfant (CRDEA) se propose de mettre en œuvre un projet pilote dans la communauté rurale de Medina Yoro Fulah au Sénégal. Ce projet cherchera à contribuer aux objectifs de développement fixés par le Gouvernement du Sénégal sur l'éducation et la protection des enfants ; sa conception partira d'une approche globale et multidisciplinaire qui pourra contribuer plus efficacement à la jouissance des droits de enfants et adolescents qui y participeront. Les résultats de ce projet alimenteront la programmation des délégations d'Educo en Afrique.

Le projet pilote sera structuré autour des étapes suivantes: identification de la zone d'intervention, identification des acteurs, diagnostic communautaire, conception de l'intervention par phases, mise en œuvre, suivi, capitalisation et diffusion.

MISSION GÉNÉRALE DU POSTE DE TRAVAIL

Sous la supervision directe de la CRDEA, le/la technicien (ne) de redevabilité, suivi, évaluation et apprentissage (TRSEA) sera en charge de la conception et de la mise en place des approches et des systèmes de suivi des résultats et des mesures d'impacts du projet pilote.

FONCTIONS DU POSTE DE TRAVAIL

Basé (e) à Dakar et placé (e) sous la responsabilité directe de la CRDEA, le/la technicien (ne) de redevabilité, suivi, évaluation et apprentissage (TRSEA) aura à assurer les tâches suivantes :

Concevoir et coordonner la mise en œuvre des activités de redevabilité :

Développer et implémenter un cadre logique et un plan d'action pour la redevabilité et la communication aux parties prenantes.

Revoir et mettre régulièrement ce plan à jour en collaboration avec les responsables et les partenaires du projet.

Etablir et gérer des mécanismes de redevabilité afin de s'assurer que les parties prenantes soient consultées et leurs commentaires soient pris en compte, en s'assurant que les questions soulevées soient traitées à temps et des réponses appropriées leur soient données.

S'assurer de la mise en place d'un mécanisme où les parties prenantes peuvent communiquer directement avec Educo.

Communiquer aux communautés et aux parties prenantes les informations sur l'organisation et les programmes.

Développer et maintenir une bonne relation de travail avec les communautés, l'équipe de mobilisation de terrain et participer régulièrement aux rencontres de coordination et aux rencontres communautaires.

Supporter le personnel du projet dans l'élaboration de matériel de communication dirigé aux parties prenantes pour les moments clés du projet.

Conception et développement d'un plan de suivi, évaluation et apprentissage:

Respecter le cadre institutionnel de Suivi, Evaluation et Apprentissage, ses indicateurs, leurs définitions, méthodes de calcul, outils et formulaires et guider le personnel du projet et ses partenaires locaux dans la collecte, la compilation et le stockage des données convenablement.

Élaborer et mettre en œuvre des outils adaptés qui permettent de suivre les objectifs, résultats et les différents indicateurs (de suivi, de résultat, d'impact et de sortie) encourageant une participation adaptée des acteurs impliqués dans le projet.

Développer des protocoles et des normes de Suivi, Évaluation et Apprentissage et veiller à leurs suivis, mises en œuvre et stockages.

Développer une base de données en vue d'y compiler les informations de progression du projet.

Recueillir et fournir des données pertinentes pour élaborer une cartographie d'acteurs

Suivre le tableau de suivi des indicateurs et veiller à ce que toutes les données et résultats pertinents soient recueillis régulièrement afin de fournir un rapport au Siège à partir du bureau de terrain.

Être responsable de la collecte de données relatives aux parties prenantes atteintes par le projet et se charger de la qualité, du stockage et de la gestion des données de manière appropriée.

Effectuer des visites régulières sur le terrain et recueillir des informations qualitatives, des études de cas, des photos et des histoires à succès et fournir un

rapport à l'équipe de projet.

Conduire toute enquête de base, enquête finale, évaluations ou études en veillant à son organisation, à la collecte et l'analyse de données et la préparation de rapports selon les besoins afin de capitaliser les leçons apprises, bonnes pratiques etc... et de les diffuser.

Proposer des méthodes participatives permettant que les enfants et la communauté s'impliquent dans le suivi et l'évaluation des projets.

Accompagnement technique :

Évaluer les besoins en formation des structures communautaires, OCBs, groupe-ment d'enfants et autres partenaires du projet.

Planifier, réaliser et suivre des séances de formation

Ville Dakar

Expérience

Expérience confirmée d'au moins 4 ans en programme de Protection, Education, Gouvernance et/ou Droits de l'Enfant en générale en Afrique de l'ouest ;

Au moins 2 ans d'expérience professionnelle dans la définition, mise en place et gestion d'un plan de Suivi-Evaluation et apprentissage au sein d'ONG internationales, de préférence dans le domaine des Droits de l'Enfant ;

Expérience de terrain dans l'élaboration d'études de ligne/situation de référence de base, évaluation et autres ;

Expérience en formation, capacitation et facilitation d'atelier ;

Langues parlées

Excellente maîtrise du français ;

Espagnol et/ou anglais (atout)

Qualité du candidat

PROFIL DE COMPÉTENCES

Au minimum un diplôme supérieur en Droit, Sciences sociales, une formation universitaire;

Maîtrise des logiciels courants (Word, Excel, Outlook et PowerPoint);

Familiarisé avec les principes et les approches actuelles de suivi, d'évaluation et apprentissage des programmes de développement et l'utilisation des méthodes à la fois quantitative et qualitative ;

Capacité rédactionnelle avérée.

HABILITÉS ET APTITUDES REQUISES

- Bonne capacité à travailler en équipe ;
- Sens de la diplomatie et de la bonne communication orale formelle ;
- Bon sens de l'organisation et de la planification ;
- Sens de l'initiative, de la confidentialité et de l'enthousiasme ;
- Capacités à travailler sous pression et dans un environnement international et multiculturel.

PROTECTION DES ENFANTS

En tant qu'organisation qui travaille avec les enfants et les adolescents, Educo a l'obligation morale et la responsabilité juridique de favoriser une culture du bon traitement et de garantir la sécurité et la protection de tous les enfants et adolescents dont elle prend soin et qui se trouvent sous sa responsabilité.

La prévention et la protection de tout type de violence physique, psychologique ou sexuelle, intentionnelle ou non intentionnelle, sont les piliers sur lesquels se base notre organisation. Par conséquent, toute personne rattachée à notre organisation devra connaître, respecter et signer notre Code de Conduite envers les enfants et les adolescents.

Fonctions Coordination, Gestion de projet

Activités Autre

Localisation(s) géographique(s) Afrique, Sénégal

Contrat CDD

Durée du contrat

Contrat à durée déterminée CDD pour une durée d'un an renouvelable une seule fois, 40 heures/semaine pour la durée totale du contrat.

Documents à envoyer

Les personnes qui correspondraient aux conditions requises et qui seraient intéressées pour ce poste devront présenter leur cv actualisé et une lettre de motivation à l'adresse suivante : (bamba.thiam@educo.org, awa.fall@educo.org, jara.campelo@educo.org) en indiquant la référence suivante RSEA avant le 28 Mai 2016.

Plus d'information sur : www.Educo.org

Votre curriculum vitae devra démontrer clairement comment vous répondez aux qualifications, à l'expérience et aux qualités identifiées ci-haut. Le candidat devra être disponible pour se présenter à une entrevue visant à évaluer ses aptitudes pour chacun de ces aspects. Nous remercions en avance, tous les candidats pour leur intérêt à ce poste mais seuls ceux présélectionnés seront contactés pour un teste technique et un entretien.

Nom de la personne contact

bamba.thiam@educo.org, awa.fall@educo.org, jara.campelo@educo.org

Email de la personne contact bamba.thiam@educo.org

Date de fin de validité 28/05/2016



Avis de recrutement

Poste: Responsable Programme SAME (H/F) – Boali

Type d'emploi: CDD

Pays: Afrique, Centrafrique

Adresse: Coordination sud

Date limite de dépôt des dossiers: 17/06/2016

Description :

Que faisons-nous en RCA ?

SI a débuté ses activités en RCA en 2007. Active sans discontinuer depuis, la mission comptait 4 bases opérationnelles au début de l'année 2012 à Kabo, Kaga Bandoro, Bozoum, et Ndélé, en plus de la coordination à Bangui, avant de rentrer progressivement, à partir de septembre 2012, dans la perspective d'une stratégie de sortie, cette dernière incluant notamment un projet de renforcement d'une ONG locales et de groupements de production agricole dans la région de Kaga Bandoro.

Cette stratégie a été évidemment modifiée pour faire face aux besoins créés par la crise en cours. De nouveaux programmes d'urgence (Cash For Work, WaSH et abris/NFI d'urgence) aussi bien en contexte urbain qu'en contexte rural ont été mis en place. Depuis, SI a participé à un consortium destiné à la reconstruction d'abris pour les populations retournées dans la zone de Boali-Bossembélé. Ce projet sera complété par une approche combinant EHA, Sécurité Alimentaire et Moyens d'existence. SI mets en œuvre un projet intégré SA/EHA dans les zones de Kabo et de Moyenne Sido, dans le nord du pays. Notre action dans la zone se poursuit avec un programme d'appui au retour et à la réinstallation via la reconstruction d'abris, et la participation à un Consortium combinant les approches SA et Protection en partenariat avec DRC et ACF. Enfin, SI est également le partenaire d'implémentation du Mécanisme de Réponse Rapide (RRM), dont la prochaine phase couvrira la région de Kabo et de Kaga-Bandoro.

En septembre 2015 SI a également ouvert une nouvelle base opérationnelle à Boali afin d'y mener des activités de relance agricole et d'amélioration de la situation en EHA.

La RCA est un condensé de défis pour les professionnels de l'humanitaire. Retrouvez notre dossier de témoignages pour avoir un aperçu fidèle à l'environnement du travailleur humanitaire en RCA : <http://www.solidarites.org/fr/nos-missions/rep-centrefricaine/temoignages/1411-rca-un-contexte-volatil>

Organisation de la mission:

La mission est composée :

· d'une coordination à Bangui avec 7 expatriés (CdM, Co Log, Co Adm, Co Consortium, Co SAME, Chargée de gestion de l'information et Log base) et 15 staffs nationaux ;

· d'une base opérationnelle à Kabo avec 2 projets en cours, 5 expatriés (Co Terrain, Adm base, Log base, RP RRM, RP SAME) et environ 40 staffs nationaux ;

· d'une base opérationnelle à Kaga Bandoro avec 1 projet en cours, 2 expatriés (Log-Adm, RP RRM) et 20 staffs nationaux. Une évolution prochaine est à venir avec 3 projets, 5 expatriés (Admin base, Log Base, RP SAME, RP WASH, RP RRM) et une soixantaine de staffs nationaux ;

· d'une base opérationnelle à Boali avec 2 projets en cours, 5 expatriés (Co Terrain, RP WASH, RP SAME, Amin base, Log base) et 33 staffs nationaux.

Description du poste :

Le/la responsable programme Sécurité Alimentaire est le garant de la bonne exécution et de la qualité du/des programme(s) de sécurité alimentaire mis en œuvre, et le cas échéant, propose des ajustements ou des développements pour en garantir la pertinence.

Il/elle est en charge de la mise en œuvre et du suivi des activités définies dans les propositions d'opération.

Il/elle est en charge du suivi des indicateurs et de la réalisation des objectifs définis dans les propositions d'opérations.

Il/elle est chargé(e) de la supervision directe des équipes opérationnelles affectées à son programme.

Il/elle est responsable de la coordination avec les équipes logistiques, administratives et RH en ce qui concerne le programme dont il/elle a la charge.

Spécificités du poste

– Programme comportant également un volet EHA, nécessitant un travail conjoint et une traçabilité de l'information commune ;

– Contexte sécuritaire dans la zone d'intervention et l'axe pour s'y rendre en voie d'accalmie. La vigilance est de mise cependant.

Priorités pour les 3-4 premiers mois

Planification opérationnelle et logistique, suivi des activités démarrées et préparation du lancement de premières activités sur le terrain ;

Suivi des activités liées au lancement de la campagne vivrière ;

Préparation et lancement des activités liées à la culture attelée ;

Préparation et lancement des activités de distribution de petit bétail ;

Finalisation et mise en œuvre des activités « AGR » ;

Finalisation et mise en œuvre des activités de construction d'aires de séchage ;

Formation et accompagnement du staff national dans leur prise de poste et leurs activités ;

Établissement de bonnes relations de travail avec la future coordination SAME, l'ensemble des départements support et les équipes terrains de la partie SAME du projet

Contexte spécifique de la zone

La crise qui frappe la RCA depuis 2013 a eu un impact important sur la zone de Boali-Bossembélé, dans la préfecture d'Ombella M'Poko. La région a en effet été le théâtre d'importants déplacements de populations, de destruction de maisons et de sources de revenus. Le départ des éleveurs et des commerçants musulmans a également durement affecté le tissu

économique local.

Immédiatement après la sécurisation par les forces armées internationales de l'axe Bangui-Boali-Bossembélé, qui rejoint la frontière camerounaise et constitue l'artère logistique du pays, la sécurité y était d'un niveau satisfaisant. Les mois d'octobre et novembre 2014, toutefois, ont été marqués par plusieurs incidents liés à la présence sur l'axe d'éléments se réclamant des anti-balakas, qui ont commis plusieurs attaques à main armée contre des véhicules d'ONG, en se montrant suffisamment menaçant à l'égard des expatriés occidentaux pour que l'envoi de ceux-ci sur l'axe soit interrompu par les ONG. Ce positionnement, chez SI, a été revu. Si la zone a fortement été impactée par les événements du 26 septembre 2015 (blocage de l'axe routier par des groupes « anti-balakas », combat dans les environs) il est à noter qu'à ce jour, la zone de Boali ne présente pas de contraintes sécuritaires particulières, même si la vigilance reste clairement de mise.

À Boali même, la situation est relativement calme avec un couvre-feu en vigueur. De plus, SI dispose sur place de l'appui des autorités civiles, au niveau de la mairie et de la sous-préfecture notamment.

Les déplacements entre Bangui et Boali se font en voiture (2h de route)

Votre profil

Formation :

Profil technique en sécurité alimentaire ;

Formation d'ingénieur agronome ou équivalent : CNEARC, ISTOM, IEDES, Géographie rurale en PVD, IFAID.

Expériences professionnelles :

Expérience significative dans le domaine de la sécurité alimentaire dans les pays en voie de développement, notamment en milieu rural ;

Expérience d'au moins 2 ans en ONG sur des fonctions d'encadrement ;

Expérience des programmes de relance agricole (distribution de semences) et de l'élevage ;

Expérience des programmes de relance des moyens de subsistance (AGR, etc.) ;

Au moins une expérience de mission dans un contexte sécuritaire difficile.

Compétences et connaissances techniques :

Excellente maîtrise du cycle de gestion de projet, de la conception au suivi ;

Bonnes capacités rédactionnelles (anglais un plus significatif) ;

Excellentes capacités de planification ;

Connaissances techniques en agronomie et élevage ;

Gestion et renforcement d'équipe (suivre les objectifs fixés) ;

Expérience du travail en équipe et compréhension des liens hiérarchiques/fonctionnels ;

Capacités démontrées à travailler en synergie avec des départements support (logistique et administration).

Qualités :

Capacité à instaurer la rigueur au sein de son équipe ;

Être un moteur dynamique pour son équipe et les autres départements ;

Disponibilité et autonomie ;

Grand sens de l'organisation ;

Gestion du stress et de la charge de travail ;

Respect des us, coutumes locales et de ses collaborateurs ;

Respect des règles sécuritaires.

Langues :

Français

Autres :

Bureautique/Informatique : pack office ;

Connaissance du contexte centrafricain appréciée.

Comment postuler :

Vous reconnaissez-vous dans cette description? Si oui, envoyez-nous votre CV et Lettre de Motivation en français. Les candidatures contenant uniquement les CV ne seront pas considérées.

Solidarités International se réserve la possibilité de clore un recrutement avant la date d'échéance de l'annonce. Merci de votre compréhension.

SI vous offrira les conditions suivantes :

– Poste salarié : A partir de 1600 euros brut par mois, selon expérience, +10% pour congés payés versés mensuellement + Per Diem mensuel de 320000 CFA (environ 500€)

– Couverture sociale : L'expatrié bénéficie d'une couverture sociale de qualité permettant de couvrir tous les frais de santé et d'une prévoyance accident incluant les risques de guerre.

– Break : En cours de mission, une alternance travail – repos est assurée par des breaks prévus tous les trois mois. Sur la base d'une mission de 1 an, l'expatrié prendra un break d'une semaine à 3 et 9 mois de mission (avec une participation de 500 euros versée par Solidarités) ainsi qu'un break de 15 jours à 6 mois de mission (avec une prise en charge du billet d'avion aller et retour entre la mission et le lieu de résidence).

CONTACT : Corinne LORIN, Chargée de recrutement et Suivi

Fonctions : Coordination, Gestion de projet

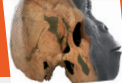
Activités : Agricole, Environnement

Localisation(s) : géographique(s) Afrique, Centrafrique

Contrat : CDD

Postuler en ligne : <https://emea3.recruitmentplatform.com/syndicated/private/sydcapply.cfm?ID=P10FK026203F3VBQB6G8N8NW6&nPostingTargetID=17791>

Date de fin de validité : 17/06/2016.



Les offres d'emploi sur

www.jobs-campus.com



Avis de recrutement

Poste: Manager, IT SERVICES (INFORMATION SECURITY & RISK)

Type d'emploi: CDD

Pays: Côte d'Ivoire

Adresse:ci@educarriere.net

Date limite de dépôt des dossiers: 31/05/2016

Description :

Risk Management:

Maintain a risk management framework.

Perform risk assessments on resources and projects to be protected.

Perform vulnerability assessments to evaluate the effectiveness of existing controls.

Report significant changes in risk to management on both a periodic and event-driven basis.

Maintain and monitor a risk action plan.

Update security standards and guidelines / procedures with results of risk assessments.

Information Security Governance:

Ensure a framework for information security governance and IT control.

Update and advise top management on security direction and issues.

Review current and potential legal and regulatory issues affecting information security and assess their impact on Afreximbank

Avail technical information about security systems and ongoing programs in the information security arena and especially as applied to financial organisations.

Provide technical security expertise to IT staff to ensure that the requisite level of security is implemented in all information assets.

Information Security Policies:

Leads the preparation and implementation of necessary information security policies, standards, procedures and guidelines

Maintain and review information security policies that support business goals and objectives, and are consistent with applicable laws and regulations.

Maintain standards, procedures and guidelines that support information security policies, and ensure business processes and IT infrastructure activities address information security risks.

Maintain documentation of all information systems security and change management processes.

Information Security:

Oversee and direct information security activities in line with the information security operations and programme / framework.

Monitor and report on the effectiveness and efficiency of information security controls and the compliance with information security policies.

Manage security plans and control techniques covering banking applications and supporting networks.

Maintain access rules and exercise adequate control over the administration of user ID's.

Review and monitor change management procedures on all system changes, systems configuration changes and application of security patches to ensure that information security is not compromised.

Perform system audit checks including pre-implementation and post-implementation of projects.

Monitor and review operations logs and event console activity to identify potential security related events, and investigate all anomalies.

Manage system compliance to identified achievement targets for end points (antivirus, patches, threats, etc).

Information Security Awareness:

Lead and facilitate internal training and awareness of IT security policies, controls and best practices, as well as the impact of non-adherence

in order to:

Contribute to the implementation of IT governance;

Promote accountability by business process owners and other stakeholders in managing information security risks.

Audit and Compliance:

Ensure periodic IT audits / assessments to confirm that:

The rules of use for information systems comply with the enterprise's information security policies

The administrative procedures for information systems comply with Afreximbank information security policies

Change control management principles are adhered to

Software inventory licensing is adhered to across all systems

Services provided by other organisations, including outsourced providers, are consistent with established information security policies and Non-compliance issues and other variances are resolved in a timely manner.

Conduct regular audits on IS facilities to ensure compliance to security policy, standards and guidelines / procedures.

Work closely with the Risk department, as well as the Internal Auditor, and respond to all external and internal audit issues raised.

Incident and Response Management (IT Disaster Recovery):

Lead activities relating to contingency planning, business continuity management and IT disaster recovery in conjunction with relevant functions and third parties

Review response and recovery plans that include organising, training and equipping the teams.

Periodically test the response and recovery plans, where appropriate.

Ensure the execution of response and recovery plans, as required.

Manage post-event reviews to identify causes and corrective actions.

Any other duties as may be assigned by management.

Requirements: Qualification and Skill

Bachelor's degree in Computer Science, Information Technology or other relevant degree from a recognized University, a Master's degree in a relevant field or a recognized professional qualification in lieu

Minimum of 8 years' experience as a Senior Business Analyst in a modern international ICT environment preferably an international bank

Working knowledge of Project Management, Business Analysis, Requirement and functional specification

Demonstrated expertise in all aspects of banking solution

Demonstrated expertise in Solution architecture and system development life cycle

Working knowledge of system testing

Ability to map business processes and develop functional specification

Implementation experience of ERP Software (Oracle, SAP, Peoplesoft) very desirable

Knowledge of VB Scripting desirable

Excellent verbal and written communication skills in English. Knowledge of the Bank's other working languages is an added advantage (French, Arabic and Portuguese)

Permanent Willing and able to relocate to Cairo Suitably qualified candidates from all African nationalities are encouraged to apply Tax-free salaries paid in USD If you wish to apply for the position please send your CV to Sharon Mhambi at sharon@caglobalint.com Please visit

www.banking-recruitment-jobs.com or www.ca-finance.com for more exciting opportunities. For any further information please get in contact with: Sharon Mhambi Recruitment Consultant Resourcer CA Global Finance CA Global will respond to short-listed candidates only. If you have not had any response in two weeks, please consider your application unsuccessful however your CV will be kept on our database for any other suitable positions. Reference : SMF 33021 Location : Cairo, Egypt



Avis de recrutement

Sciences-Campus Info

Poste : des journalistes, web journalistes et pigistes

Description du poste : collecter l'information, la vérifier et la rédiger, faire des reportages sur initiative ou à la demande, faire la mise en ligne des articles, participer à la rédaction, participer au montage du journal, animer des rubriques spécifiques et participer à toutes les activités de promotion du magazine.

Qualifications : Etre titulaire d'un BAC+2 en communication, journalisme ou autres disciplines connexes ; Avoir au minimum une expérience récente dans un journal.

Lieu d'affectation : Ouagadougou.

Aptitudes : Bon esprit d'analyse ; Etre rigoureux et apte à travailler sous pression ; Excellentes aptitudes de communication orale et écrite et des réflexions claires et logiques ; Proactif, bon sens de la collaboration et du service ; Etre organisé et méthodique ; Avoir l'esprit d'initiative très élevé ; Avoir une bonne moralité et jouir de ses capacités ; Maitriser parfaitement l'informatique et les outils de montage du journal Xpress, adobe et l'utilisation de l'internet.

Dossiers à fournir : cv et lettre de motivation à envoyer à redaction@sc-mail.info au plus tard le 31 Mai 2016.

www.sciences-campus.info

Avis de recrutement

Sciences-Campus Info

Poste : des Attachés Commerciaux à Ouagadougou et à Bobo Dioulasso

Description du poste : Etablir les plans de ventes et les stratégies Marketing du magazine à travers les insertions de communiqués, d'évènement, de publicité sur le site internet et dans le quotidien ; Prospector, entretenir et développer une clientèle ; Analyser et promouvoir les activités du magazine.

Qualifications : Etre titulaire d'un BAC+2 en Marketing, Gestion Commercial, administration des affaires ou autres disciplines connexes ; Avoir au minimum une expérience de vente B2B ; Avoir un talent confirmé dans l'organisation et la coordination d'action de vente ; Avoir 20 ans au minimum, Etre résident dans la ville d'affectation.

Lieu d'affectation : Ouagadougou et

Bobo Dioulasso.

Aptitudes : Bon esprit d'analyse ; Etre rigoureux et apte à travailler sous pression ; Excellentes aptitudes de communication orale et écrite et des réflexions claires et logiques ; Proactif, bon sens de la collaboration et du service ; Etre organisé et méthodique ; Avoir l'esprit d'initiative très élevé ; Avoir une bonne moralité et jouir de ses capacités ; Maitriser parfaitement l'informatique et l'utilisation de l'internet.

Type de contrat : Contrat annuel de prestation de service, Rémunération basée sur le résultat.

Dossiers à fournir : cv et lettre de motivation à envoyer à recrutement@sc-mail.org au plus tard le 31 Mai 2016.

www.sciences-campus.info

Adresses utiles

Ouagadougou

Pompiers: 18/ 25 30 69 48/ 30 69 47

Hôpital ambulance: 25 30 66 44 /45

ONEA: 22 22 76/77 25 34 34 60 - 80 00 11 11

SONABEL: 25 30 61 00

Aéroport: 25 30 65 15

Police secours: 25 30 71 00

Gendarmerie: 25 31 33 40

Bobo-Dioulasso

Pompiers: 18

Hôpital ambulance: 20 97 00 45/ 20 97 00 44

ONEA: 20 97 65 65/ 20 97 00 09/10 - 80 00

11 11

SONABEL: 20 97 00 60 / 98 22 30

Aéroport: 20 97 00 70

Burkina secours: 20 97 01 43

Police secours: 17

Gendarmerie: 20 97 00 59/ 20 97 00 33

Sciences-Campus Info

Magazine Scientifique & Universitaire

Fondé le 26 août 2013.

02 BP 5805 Ouaga 02
Burkina Faso

Tél: + 226 76609721

E-mail: redaction@sc-mail.info

Site web:

www.sciences-campus.info

Publications semestrielles et quotidiennes

Autorisations

n°5509P/2013/ CAO/TGI.O/P.F.

n°1238/2016/CAO-TGI/OUA/P.F

Administration

OTC

Fondation Sciences-Campus

Directeur de publication

GOW Siaka

Rédaction et reportage

Equipe Sciences-Campus Info

- Eliane Bayala

- Aris KUSIELE SOMDA

- Bernadette Dembélé

- Valentin Mano

- Rélwendé Hervé Roamba

Correspondants des provinces du

Burkina

- Karim Ouattara

- Francois blanc

- Boureima Sogoba

- Augustin Irraya Ouedraogo

- Tigiane Antoine Ki

- Blaise Sama

- Jean Paul Yekpaye

- Gerégoire Zongo

- Mamadou Goh

- Désiré Guigma

- Jérôme Bissyendé

- Yves Sanou

- Frédéric Poda

- Valentin Ouedraogo

- Blaise Sama

- Diloma Jacques

- Moumouni Guio

- Nicole Ouedraogo

- Amédée Silga

- Karim Koala

- Ouaboué Bakouan

Correspondants pays

Montage

Eliane BAYALA

Oeil du professionnel

Distribution

Téléchargeable sur:

www.sciences-campus.info

Abonnement, insertion, couverture

médiatique

+226 76609721

+226 72080505

+22672080303

E-mail: redaction@sc-mail.info

Représentation Bobo Dioulasso

Tél: +226 20954746

+226 72070909



Des questions de la recherche

Des questions des Universités

Des questions des Ecoles

Des questions d'Actualité

Des questions d'emplois

*Les réponses dans Sciences-Campus Info au quotidien
en version numérique à télécharger.*

*Téléchargez chaque jour le quotidien numérique
Sciences-Campus Info.*